ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.497/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 24 mai 2002, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "transposant la directive 98/35/CE du Conseil de l'Union Européenne du 25 mai 1998 modifiant la directive 94/58/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer", a donné le 15 janvier 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.497/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 mei 2002 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende omzetting van richtlijn 98/35 E.G. van de Raad van de Europese Unie van 25 mei 1998 tot wijziging van richtlijn 94/58 E.G. inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden", heeft op 15 januari 2003 het volgende advies gegeven :

Introduction

Les exigences en matière de formation des gens de mer sont fixées, au niveau international, par la Convention internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, en abrégé : "Convention STCW", faite à Londres le 7 juillet 1978 (loi d'approbation du 16 août 1982). La directive 94/58/CE du Conseil, du 22 novembre 1994, concernant le niveau minimal de formation des gens de mer, se base essentiellement sur cette convention internationale.

A propos de cette première directive, la demande d'avis énonce que :

> "Richtlijn 94/58/CE was gebaseerd op het S.T.C.W. Verdrag 1978 en moest in intern recht omgezet worden voor 31 december 1995. Op 7 juli 1995 werd te Londen (in het kader van de I.M.O.) echter een zeer grondige wijziging aangebracht aan dat S.T.C.W. Verdrag. Daarom werd richtlijn 94/58/EG, op zich, niet in het intern recht omgezet.".

Suite à la révision de la Convention STCW [1], la directive 94/58/CE précitée a été modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998 modifiant la directive 94/58/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer. Cette directive modificative a déjà été transposée en droit belge par l'arrêté royal du 30 novembre 1999 portant exécution de la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998 modifiant la directive 94/58/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer, dont l'article 1er est rédigé comme suit :

---

(1) La Conférence de Londres des Etats parties à la Convention STCW de 1995 a adopté l'annexe révisée de la Convention STCW ainsi que le Code de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (appelé Code STCW). L'annexe énonce, sous forme de règles, elles-mêmes réunies en chapitres, les conditions en matière de service, d'âge, d'aptitude physique, de formation, de qualification et d'examens requises pour l'obtention des différents brevets, ainsi que les modalités d'octroi et de contrôle de ces derniers.
Le Code STCW comprend, quant à lui, une partie A contenant des dispositions obligatoires complétant l'annexe de la Convention, ainsi qu'une partie B reprenant des recommandations destinées à aider les personnes concernées par la mise en oeuvre, l'application et l'exécution de la Convention.
Il convient de noter que l'article 12 de la Convention organise une procédure de modification de l'annexe qui n'exige pas d'assentiment des Etats parties pour que les amendements adoptés entrent en vigueur (sur le plan international).

.../...

"Les prescriptions de la directive 98/35/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 mai 1998 modifiant la directive 94/58/CE concernant le niveau minimal de formation des gens de mer, dont le texte a été publié dans le Journal officiel des Communautés européennes L172 du 17 juin 1998, s'appliquent aux gens de mer servant à bord des navires visés à la directive.".

L'arrêté royal du 30 novembre 1999 précité, transposant ainsi la directive 98/35/CE par simple référence, a été adopté au bénéfice de l'urgence et sans qu'il soit soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Depuis lors, la directive 94/58/CE - telle que modifiée par la directive 98/35/CE - a été abrogée par la directive 2001/25/CE du Parlement et du Conseil du 4 avril 2001 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer, dont le premier considérant expose que :

"La directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer a été modifiée de façon substantielle. Il convient dès lors, pour des raisons de rationalité et de clarté, de procéder à la codification de ladite directive.".

L'article 27, 1, de la directive 2001/25/CE, s'il abroge effectivement la directive 94/58/CE, le fait cependant sans préjudice des obligations des Etats membres en ce qui concerne les délais de transposition des directives 94/58/CE et 98/35/CE (soit, pour rappel, le 31 décembre 1995 et le 25 mai 1999); aucune disposition de la directive 2001/25/CE n'instaurant de nouvelle obligation de transposition.

Examen du projet d'arrêté

1. Dans son avis 26.198/2, donné le 2 février 1998, sur un avant-projet de loi "transposant la Directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données", la section de législation s'est exprimée comme suit :

"Transposer n'est pas recopier. Il peut arriver que le texte de la directive soit rédigé de telle manière que le législateur d'un Etat membre ne puisse mieux faire que d'en reproduire mot à mot les termes. Une telle méthode doit cependant rester

.../...

> une exception en vertu même de la définition de la directive qui, - faut-il le rappeler ? -, "lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre". Ce texte indique bien que seul le résultat doit être atteint, mais il indique aussi fermement que ce résultat doit être atteint. Il en résulte qu'il est indispensable que les autorités nationales compétentes prennent toutes les mesures nécessaires pour que s'accomplissent aussi sûrement que possible tous les objectifs formulés par les directives. Or, comme dans le système juridique de la Belgique, il ne suffit pas qu'une loi énonce un objectif général pour que celui-ci se réalise, le législateur qui doit veiller à cette réalisation doit indiquer les moyens que les diverses autorités auront à respecter pour y parvenir, ainsi que les règles que les sujets de droit auront à observer, à cette fin. Le défaut d'indiquer ces moyens et de définir ces règles constitue donc pour un Etat une carence coupable".

Le texte en projet se limite, en de nombreuses dispositions, non pas à transposer mais à recopier moyennant parfois quelques adaptations de forme, les dispositions de la directive 2001/25/CE, précitée. Cette manière de procéder est inadéquate. En effet, elle n'aménage pas suffisamment l'ordre juridique interne en vue de mettre en oeuvre de manière efficace les dispositions de la directive précitée. Par ailleurs, le niveau de généralité ou l'imprécision de certaines dispositions du projet appellent d'autres mesures pour satisfaire à l'obligation de transposition. De nombreuses dispositions de l'arrêté en projet prêtent ainsi à critique. Les quelques exemples qui suivent illustrent le défaut de conception du projet et la nécessité de le remettre fondamentalement en chantier.

Ainsi, à l'article 1er, 20°, du projet, qui entend transposer l'article 1er, 13, de la directive, il convient de définir les "voyages à proximité du littoral" comme ceux qui sont effectués à l'intérieur d'une zone qui s'étend à deux cent milles marins au large de la côte belge.

Ainsi, à l'article 5, § 2, alinéa 1er, du projet, qui transpose l'article 5, 4, b, de la directive, la disposition se borne à indiquer que le brevet délivré par l'IBPT indique que le titulaire possède les connaissances supplémentaires prescrites "dans les règles pertinentes" sans indiquer desquelles il s'agit. La même observation vaut notamment pour l'article 7, § 2, in fine et l'article 15, § 1er.

A l'article 5, § 5, alinéa 3, du projet, la disposition va jusqu'à reproduire mot à mot l'article 5, 10 de la directive en utilisant l'expression "prescrit par la présente directive".

Ainsi, à l'article 6 du projet, qui entend transposer l'article 6 de la directive, la disposition ne précise pas quelles institutions sont chargées ou habilitées à donner la formation exigée par l'article 3, alors que l'article 16, § 1er, de la directive impose aux Etats membres de désigner "la ou les autorités ou instances habilitées à :

- dispenser la formation visée à l'article 3,
- organiser et/ou superviser les examens éventuellement requis".

En outre, l'article 16, § 1er, du projet, investit les agents d'une mission de contrôle dont l'objet n'est pas déterminé de manière suffisante.

Ou encore, l'article 7, § 4, du projet, qui entend transposer l'article 7, 4, de la directive, énonce que : "Le Ministre communique à la Commission la définition des voyages à proximité du littoral et les normes d'enseignement et de formation requises dans ce domaine conformant aux prescriptions du présent article"; si l'article 1er, 20°, permet de définir les "voyages à proximité du littoral", la disposition examinée ne définit pas les normes d'enseignement et de formation requises à bord des navires battant le pavillon belge effectuant des voyages à proximité du littoral. L'article 7, 4, de la directive, précise en outre que ces normes d'enseignement et de formation doivent être fixées "conformément aux paragraphes 1, 2 et 3" du même article.

Ou encore, à l'article 8, § 2, du projet, la phrase "le Conseil d'Enquête Maritime prescrit les sanctions disciplinaires à appliquer dans les cas où les dispositions de la législation nationale donnant effet au présent arrêté ne sont pas observées s'agissant de navires battant le pavillon belge ou de gens de mer pourvu d'un brevet belge" méconnaît la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime qui institue ladite juridiction disciplinaire. Il appartient à l'auteur du projet de vérifier si cette loi lui procure un fondement légal suffisant pour assurer correctement la transposition de la directive précitée. En tout cas, il doit s'abstenir de paraître attribuer à ce conseil d'enquête, par un arrêté royal, une compétence qu'il n'a pas, à savoir celle d'édicter des sanctions disciplinaires alors que cette compétence a été exercée par le législateur à l'article 3 de la loi précitée.

Enfin, les articles 9, 10 et 11 du projet reproduisent les dispositions des articles équivalents de la directive sans en assurer la transposition adéquate.

2. Plusieurs dispositions de la directive 2001/25/CE précitée offrent aux Etats membre la faculté de choisir entre plusieurs solutions. Le procédure de transposition d'une directive communautaire en droit interne impose de faire ce choix. Dans les exemples qui suivent, ce choix n'a pas été fait. Il en résulte que le droit communautaire n'est pas correctement transposé.

Ainsi, à l'article 1er, 22, de la directive, est-il prévu que les tâches relatives aux radiocommunications comprennent notamment, selon le cas, la veille, l'entretien ou les réparations techniques conformément au règlement des radiocommunications, à la convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer "et, à la discrétion de chaque Etat membre, aux recommandations pertinentes de l'Organisation maritime internationale (OMI)" alors que la transposition qu'entend effectuer l'article 1er, 29°, du projet délègue ce choix "à la discrétion de l'administration", ce qui n'est pas admissible.

De même, à l'article 5, 5, de la directive, il appartient à l'Etat membre de choisir, dans l'acte de transposition, la méthode selon laquelle les visas seront mentionnés sur les brevets délivrés à leurs titulaires, en sorte qu'au moment d'effectuer la transposition, l'auteur doit choisir parmi les alternatives que propose la directive; or, à l'article 5, § 2, alinéas 2 et 3, du projet, la disposition prévoit seulement que l'administration "peut" incorporer des visas dans le modèle des brevets délivrés, ainsi qu'il est prévu à la section A-I/2 du Code STCW et que l'un ou l'autre modèle prévu par ce code sera utilisé, selon le cas. Le projet reste donc en défaut d'opter pour l'une ou l'autre forme de visas.

De même, à l'article 12, 2, de la directive, "les simulateurs installés ou mis en service avant le 1er février 2002 peuvent être dispensés de satisfaire pleinement aux normes de fonctionnement visées au paragraphe 1, à la discrétion des Etats membres". En se bornant, à l'article 12, § 2, du projet, de prévoir que cette dispense peut-être octroyée "à la discrétion des agents chargés du contrôle de la navigation désignés à cet effet", l'auteur du projet reste en défaut d'opérer le choix laissé aux Etats membres par cette disposition et attribue au surplus à ces agents un pouvoir discrétionnaire qui ne peut être admis.

*

* *

Compte tenu des nombreuses dispositions de la directive que le projet d'arrêté entend transposer, celui-ci sera entièrement revu à la lumière de ces observations.

Pour permettre à la Belgique de remplir correctement les obligations qui lui incombent dans le cadre de la transposition de la directive 2001/25/CE et pour éviter ainsi d'être critiquée par la Commission européenne en raison du caractère erroné et inadéquat de la méthode de transposition adoptée par le projet, il y a lieu de revoir fondamentalement celui-ci et de le soumettre à nouveau à la section de législation du Conseil d'Etat.

Inleiding

De vereisten inzake de opleiding van zeevarenden zijn op internationaal niveau vastgelegd in het internationaal Verdrag betreffende de normen voor zeevarenden inzake opleiding, diplomering en wachtdienst, afgekort als STCW-Verdrag, gedaan te Londen op 7 juli 1978 (goedkeuringswet van 16 augustus 1982). Richtlijn 94/58/EG van de Raad van 22 november 1994 inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden is hoofdzakelijk gebaseerd op dat internationaal verdrag.

In verband met die eerste richtlijn staat in de brief met de adviesaanvraag te lezen :

> "Richtlijn 94/58/CE was gebaseerd op het S.T.C.W. Verdrag 1978 en moest in intern recht omgezet worden voor 31 december 1995. Op 7 juli 1995 werd te Londen (in het kader van de I.M.O.) echter een zeer grondige wijziging aangebracht aan dat S.T.C.W. Verdrag. Daarom werd richtlijn 94/58/EG, op zich, niet in het intern recht omgezet.".

Als gevolg van de herziening van het STCW-Verdrag [1] is de voornoemde richtlijn 94/58/EG gewijzigd bij richtlijn 98/35/EG van de Raad van 25 mei 1998 tot wijziging van Richtlijn 94/58/EG inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden. Deze wijzigingsrichtlijn is reeds in het Belgische recht omgezet bij het koninklijk besluit van 30 november 1999 tot uitvoering van richtlijn 98/35/EG van de Raad van 25 mei 1998

---

(1) De Conferentie van partijen bij het STCW-Verdrag van 1995 heeft de herziene bijlage bij het STCW-Verdrag en de Code voor opleiding, diplomering en wachtdienst van zeevarenden (STCW-Code) aangenomen. De bijlage bepaalt in de vorm van voorschriften, samengebracht in hoofdstukken, de voorwaarden inzake de dienst, de leeftijd, de lichamelijke geschiktheid, de opleiding, de bekwaamheid en de examens waaraan moet worden voldaan voor het verkrijgen van de verschillende diploma's, alsook de regels voor de toekenning van en de controle op die diploma's.
De STCW-Code zijnerzijds bevat een deel A, dat dwingende bepalingen ter aanvulling van het Verdrag behelst, en een deel B, waarin aanbevelingen besloten zijn die bestemd zijn om de personen betrokken bij de tenuitvoerlegging, de toepassing en de uitvoering van het Verdrag te helpen.
Op te merken valt dat artikel 12 van het Verdrag voorziet in een procedure van wijziging van de bijlage, waarbij de instemming van de deelnemende Staten niet is vereist om de goedgekeurde wijzigingen (op internationaal niveau) in werking te laten treden.

tot wijziging van richtlijn 94/58/EG inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden, waarvan artikel 1 als volgt luidt :

> "De bepalingen van richtlijn 98/35/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 mei 1998 tot wijziging van richtlijn 94/58/EG inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden, waarvan de tekst werd gepubliceerd in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen L 172 van 17 juni 1998, zijn van toepassing op zeevarenden die dienst doen op zeeschepen als bedoeld in de richtlijn".

Het voornoemde koninklijk besluit van 30 november 1999, dat richtlijn 98/35/EG aldus bij wege van een enkele verwijzing omzet, is aangenomen onder aanvoering van de dringende noodzakelijkheid en is niet om advies voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State.

Intussen is richtlijn 94/58/EG, zoals gewijzigd bij richtlijn 98/35/EG, opgeheven bij richtlijn 2001/25/EG van het Parlement en de Raad van 4 april 2001 inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden, waarvan de eerste overweging stelt :

> "Richtlijn 94/58/EG van de Raad van 22 november 1994 inzake het minimumopleidingsniveau van zeevarenden werd ingrijpend gewijzigd. Om een duidelijke en rationeel geordende tekst te verkrijgen, is het derhalve dienstig tot codificatie van deze richtlijn over te gaan".

Artikel 27, lid 1, van richtlijn 2001/25/EG heft richtlijn 94/58/EG weliswaar effectief op, doch onverminderd de verplichtingen van de lidstaten wat betreft de tijdslimieten voor de omzetting van de richtlijnen 94/58/EG en 98/35/EG (te weten, bij wijze van herinnering, 31 december 1995 en 25 mei 1999); geen enkele bepaling van richtlijn 2001/25/EG voert een nieuwe verplichting tot omzetting in.

Onderzoek van het ontwerp van besluit

1. De afdeling Wetgeving heeft het volgende gesteld in haar advies 26.198/2, verstrekt op 2 februari 1998 over een voorontwerp van wet "tot omzetting van de Richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement
en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens" :

.../...

> "Omzetten is niet hetzelfde als kopiëren. Het kan gebeuren dat de tekst van de richtlijn zo gesteld is dat een woordelijke overname van de tekst het beste is wat de wetgever van een Lid-Staat kan doen. Zulk een werkwijze moet echter een uitzondering blijven op grond van de definitie zelf van de richtlijn, luidens welke - ten overvloede - een richtlijn "(...) verbindend (is) ten aanzien van het te bereiken resultaat voor elke Lid-Staat waarvoor zij bestemd is". Uit deze tekst blijkt duidelijk dat alleen het resultaat bereikt moet worden, maar ook dat dat resultaat daadwerkelijk bereikt moet worden. Daaruit volgt dat de bevoegde nationale overheden noodzakelijkerwijs alle vereiste maatregelen moeten nemen opdat alle doelstellingen die in de richtlijnen worden genoemd met de grootst mogelijke zekerheid worden bereikt. Aangezien het in het Belgisch rechtssysteem niet voldoende is in een wet een algemene doelstelling te formuleren opdat die ook daadwerkelijk verwezenlijkt wordt, moet de wetgever die ervoor moet zorgen dat het doel bereikt wordt, zeggen met welke middelen de verschillende overheidsinstanties dat doel moeten bereiken, en welke regels de rechtssubjecten daartoe moeten naleven. Indien een Staat nalaat die middelen aan te geven en die regels vast te stellen, pleegt hij dus schuldig verzuim".

Vele bepalingen van de ontworpen tekst beperken zich ertoe de bepalingen van de voornoemde richtlijn 2001/25/EG te kopiëren in plaats van ze om te zetten, waarbij nu en dan enkele vormwijzigingen worden aangebracht. Die werkwijze is niet geschikt. Aldus wordt immers onvoldoende de interne juridische orde aangepast om de bepalingen van de voornoemde richtlijn efficiënt ten uitvoer te leggen. Bovendien zijn sommige bepalingen van het ontwerp dermate algemeen of onduidelijk dat andere maatregelen nodig zijn ter voldoening aan de verplichting tot omzetting. Tal van bepalingen van het ontworpen besluit zijn aan die kritiek onderhevig. De enkele voorbeelden hierna tonen aan dat het ontwerp op een verkeerde manier is uitgewerkt en dat het ontwerp fundamenteel moet worden herwerkt.

Zo moet in artikel 1, 20˚, van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 1, punt 13, van de richtlijn om te zetten, het begrip "reizen nabij de kust" gedefinieerd worden als de reizen binnen een zone die zich uitstrekt tot tweehonderd zeemijl van de Belgische kust.

Zo beperkt artikel 5, § 2, eerste lid, van het ontwerp, dat artikel 5, lid 4, b, van de richtlijn omzet, zich ertoe aan te geven dat het vaarbevoegdheidsbewijs afgegeven door het BIPT vermeldt dat de houder ervan de aanvullende kennis vereist "volgens de desbetreffende voorschriften" bezit, zonder aan te geven om welke voorschriften het gaat. Dezelfde opmerking geldt onder meer voor artikel 7, § 2, in fine, en voor artikel 15, § 1.

Artikel 5, § 5, derde lid, van het ontwerp neemt woordelijk artikel 5, lid 10, van de richtlijn over; in de Franse tekst van het ontwerp worden bovendien de woorden "prescrit par la présente directive" gebruikt.

Zo wordt in artikel 6 van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 6 van de richtlijn om te zetten, niet gepreciseerd welke instellingen ermee belast of ertoe gemachtigd worden de opleiding voorgeschreven bij artikel 3 te verstrekken, terwijl artikel 16, § 1, van de richtlijn bepaalt : "De lidstaten wijzen de autoriteiten of instanties aan die :

- de in artikel 3 omschreven opleiding verstrekken;
- waar nodig de examens organiseren en/of er toezicht op houden".

Bovendien draagt artikel 16, § 1, van het ontwerp de ambtenaren een controletaak op waarvan het voorwerp onvoldoende bepaald wordt.

Zo ook bepaalt artikel 7, § 4, van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 7, lid 4, van de richtlijn om te zetten : "De Minister deelt de omschrijving van reizen nabij de Belgische kust en de bijbehorende voorwaarden ten aanzien van opleiding en training, in overeenstemming met de eisen van dit artikel, mee aan de commissie"; artikel 1, 20°, geeft weliswaar een begripsomschrijving van de "reizen nabij de kust", maar de onderzochte bepaling geeft geen begripsomschrijving van de voorwaarden ten aanzien van opleiding en training vereist aan boord van schepen die onder de Belgische vlag varen en die nabij de kust reizen. Artikel 7, lid 4, van de richtlijn preciseert tevens dat die voorwaarden ten aanzien van opleiding en training "in overeenstemming met de eisen van de leden 1, 2 en 3" van datzelfde artikel moeten worden bepaald.

Zo ook is in artikel 8, § 2, van het ontwerp de zin "de Onderzoeksraad voor de Zeevaart legt de disciplinaire maatregelen op die voorzien zijn in de wetgeving, voor de gevallen waarin de uitvoering van dit besluit niet wordt nageleefd met betrekking tot schepen onder Belgische vlag of zeevarenden die zijn voorzien van een Belgisch vaarbevoegdheidsbewijs" in strijd met de wet van 30 juli 1926 houdende instelling van een Onderzoeksraad voor de Zeevaart, die dat tuchtcollege instelt. De steller van het ontwerp moet nagaan of die wet hem een genoegzame rechtsgrond verleent om de voornoemde richtlijn naar behoren om te zetten. Hij mag in ieder geval niet de indruk

wekken dat aan die onderzoeksraad bij koninklijk besluit een bevoegdheid wordt verleend die deze niet heeft, te weten de bevoegdheid om tuchtstraffen vast te stellen, daar de wetgever die bevoegdheid heeft uitgeoefend in artikel 3 van de voornoemde wet.

Tot slot nemen de artikelen 9, 10 en 11 van het ontwerp de bepalingen over van soortgelijke artikelen van de richtlijn, zonder ze naar behoren om te zetten.

2. Verscheidene bepalingen van de voornoemde richtlijn 2001/25/EG bieden de lidstaten de mogelijkheid te kiezen uit verscheidene oplossingen. De procedure van omzetting van een communautaire richtlijn in het interne recht legt de verplichting op die keuze te maken. In de hierna volgende voorbeelden is die keuze niet gemaakt. Daaruit volgt dat het communautaire recht niet naar behoren wordt omgezet.

Zo bepaalt artikel 1, punt 22, van de richtlijn dat radiowerkzaamheden, al naar gelang van het geval, de luisterwacht omvatten, alsmede het technisch onderhoud en reparatiewerkzaamheden overeenkomstig de bepalingen van het radioreglement, het internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee van 1974 en, "ter beoordeling van elke lidstaat, de desbetreffende aanbevelingen van de Internationale Maritieme Organisatie (IMO)", terwijl met de omzetting waartoe artikel 1, 29°, van het ontwerp strekt, die keuze gedelegeerd wordt "ter beoordeling van het Bestuur", wat onaanvaardbaar is.

Zo ook komt het in artikel 5, lid 5, van de richtlijn aan de lidstaat toe om in de akte van omzetting de methode te kiezen volgens welke de officiële verklaringen worden vermeld op het vaarbevoegdheidsbewijs dat wordt afgegeven aan de houder ervan, zodat de steller van het ontwerp, wanneer hij de richtlijn omzet, een keuze moet maken uit de alternatieven die de richtlijn voorstelt; in artikel 5, § 2, tweede en derde lid, van het ontwerp staat echter alleen te lezen dat het bestuur officiële verklaringen "kan" opnemen in het model van het vaarbevoegdheidsbewijs dat wordt afgegeven zoals voorgeschreven in sectie A-2 van de STCW-Code, en dat naargelang van het geval het ene of het andere model voorgeschreven bij die Code moet worden gebezigd. In het ontwerp wordt dus nagelaten te kiezen voor de ene of de andere vorm van officiële verklaringen.

Zo ook bepaalt artikel 12, lid 2, van de richtlijn : "Simulatoren die vóór 1 februari 2002 zijn geïnstalleerd of in gebruik worden genomen, kunnen, ter beoordeling van de lidstaten, worden vrijgesteld van naleving van de functienormen waarnaar in lid 1

wordt verwezen". Artikel 12, § 2, van het ontwerp beperkt er zich evenwel toe te bepalen dat die vrijstelling kan worden toegestaan "na beoordeling door de met de scheepvaartcontrole belaste ambtenaren die daartoe aangesteld zijn", zodat de steller van het ontwerp nalaat de keuze te maken die bij die bepaling aan de lidstaten wordt overgelaten, en daarenboven aan die ambtenaren discretionaire bevoegdheid toekent, wat onaanvaardbaar is.

*

* *

Gelet op het grote aantal bepalingen van de richtlijn die het ontwerp van besluit beoogt om te zetten, moet het ontwerp volledig worden herzien in het licht van die opmerkingen.

Het ontwerp moet grondig worden herzien en moet opnieuw aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State worden voorgelegd teneinde België in staat te stellen naar behoren de verplichtingen opgelegd in het kader van de omzetting van richtlijn 2001/25/EG te vervullen en om aldus te voorkomen dat de Europese Commissie de in het ontwerp gevolgde methode van omzetting als verkeerd en ongeschikt bestempelt.

La chambre était composée de

Madame Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre, kamervoorzitter,
Messieurs de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPÉRÉE, F. DEHOUSSE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. Y. CHAUFFOUREAUX, référendaire adjoint.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS